

Revenu agricole en 2014 : il augmente pour l'INSEE (+6%) et baisse pour le Ministère de l'agriculture (-5%)... Confusion de chiffres à propos d'une réalité agricole marquée par l'instabilité et l'incertitude

La Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale (CCAN) s'est réunie le 15 décembre et a donné lieu à un spectacle singulier : l'INSEE a publié une estimation de revenu à la hausse tandis que le Ministère de l'agriculture prévoit une baisse. On veut bien entendre les raisons méthodologiques à de tels écarts mais le monde agricole a besoin de statistiques solides dans le contexte d'instabilité et d'incertitude qui est devenu le sien. La statistique publique doit accorder ses méthodes pour éviter de telles dissonances.

Contact : Didier CARAES

Les comptes de l'agriculture publiés le 15 décembre tracent un portrait de l'agriculture française marqué par trois facteurs structurels forts :

- hétérogénéité des conjonctures sectorielles. Pour les productions végétales, les résultats de 2014 sont dégradés dans les principales orientations sauf en viticulture ; pour les produits animaux : baisse de la valeur de la production des grands secteurs d'élevage pour la viande (gros bovins, porcins et volaille) tandis que la conjoncture a été favorable dans le lait et les œufs ;
- instabilité des marchés : des évolutions de prix sont de fortes ampleurs en 2014 (-17 % pour l'indice annuel du prix du blé tendre par rapport à 2013, -16 % pour le maïs, et même -45 % pour les pommes de terre) ;
- mondialisation : l'épisode de l'embargo russe est emblématique de la mondialisation de l'agriculture française, car il a réduit d'autant les perspectives d'exportations de secteurs comme le porc ou les légumes et dégradé leur conjoncture. A cela, on pourrait ajouter l'accalmie des prix sur les marchés mondiaux de l'énergie qui a eu un impact positif sur les charges de production de l'agriculture française (prix de l'énergie et des engrais en recul).

Comment ces différentes évolutions conjoncturelles se sont-elles traduites en termes de revenu ? Pour l'INSEE, elles auraient conduit à une hausse du revenu agricole (qu'il mesure par le Revenu net de la branche agricole par actif non salarié : +6 %). En revanche, pour le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) du Ministère de l'agriculture, ces évolutions provoqueraient une baisse du revenu agricole (qu'il mesure par le Revenu courant avant impôts par actif non salarié : -5 %)... Pour expliquer leurs différences, l'INSEE et le SSP invoquent des questions de méthode (voir encadré méthodologique ci-contre). Leurs arguments sont recevables puisque, après tout, sur long terme, les deux indicateurs ont une évolution proche (voir le troisième graphique de la page deux de ce document). Il n'em-

pêche que cet écart rend peu lisible les comptes de l'agriculture de 2014 et apporte un sérieux discrédit à la statistique agricole.

Ces écarts de mesure du revenu sont préjudiciables à plusieurs titres :

- dans un contexte d'instabilité, les agriculteurs ont besoin d'indicateurs statistiques fiables pour décider la conduite de leur exploitation ;
- les indicateurs du revenu font partie des statistiques mobilisées par la puissance publique pour mesurer les impacts de la politique agricole et décider de son orientation ;
- ils sont particulièrement diffusés et commentés dans les médias. Pour le grand public, le revenu agricole, c'est le revenu des agriculteurs.

L'étrange épisode de la publication de deux estimations du revenu agricole contradictoires en 2014 doit amener la Statistique Publique à s'interroger sur ses méthodes¹...

Méthodologie. INSEE, Ministère de l'agriculture : deux mesures du revenu agricole

Les indicateurs du revenu agricole de l'INSEE et du SSP suivent la même séquence comptable : Production + Subventions - Consommations Intermédiaires - Fermage - Charges Financières - Charges salariales - Amortissements. La méthode globale est la même sauf sur quelques points qui sont source d'écarts structurels

1 - question de champ. Les indicateurs de revenu du SSP portent sur les exploitations qui réalisent un Produit Brut Standard (équivalent d'un chiffre d'affaires potentiel au *pro rata* de leurs surfaces et de leurs cheptels) supérieur à 25 000 € annuels. Ceux de l'INSEE couvrent l'ensemble de la branche : toutes les exploitations (y compris les petites), les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), les Entreprises de Travaux Agricoles (ETA).

2- effet démographique. L'indicateur de revenu du SSP s'entend comme celui des exploitations pérennes tandis que l'INSEE intègre la baisse du nombre des actifs non salariés qui atteint - 2,2 %, en 2014. L'indicateur de l'INSEE est donc supérieur (mécaniquement) de 2,2 point d'indice à celui de l'INSEE.

A cela s'ajoute une spécificité pour 2014 : la prise en compte du CICE (évalué à 250 millions d'€ pour l'agriculture) ; l'INSEE l'intègre à ses prévisions (par une augmentation des subventions de + 250 millions d'€) mais pas le SSP (qui mesure le revenu agricole avant impôt). Cette différence de traitement du CICE explique près de 3 points d'indice.

Pour le reste de l'écart, cela se joue à des détails de méthode mais aussi dans des hypothèses de conjoncture "à dire d'experts" dont les statisticiens ne peuvent pas faire l'économie mais sur lesquelles ils doivent donner des explications.

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

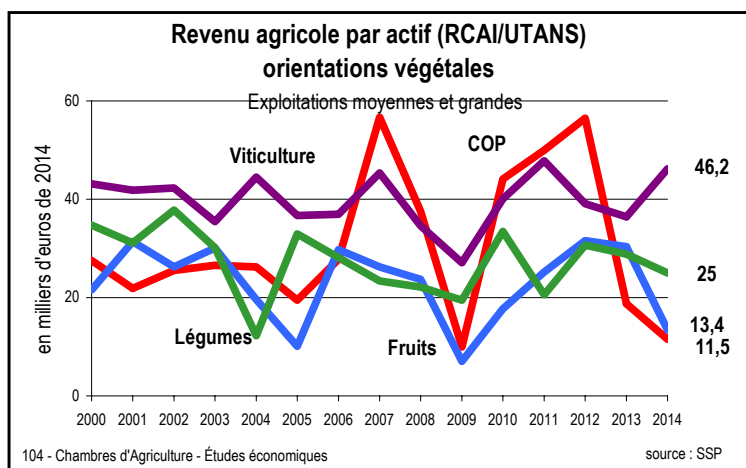
9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

Avec la participation financière du CasDAR



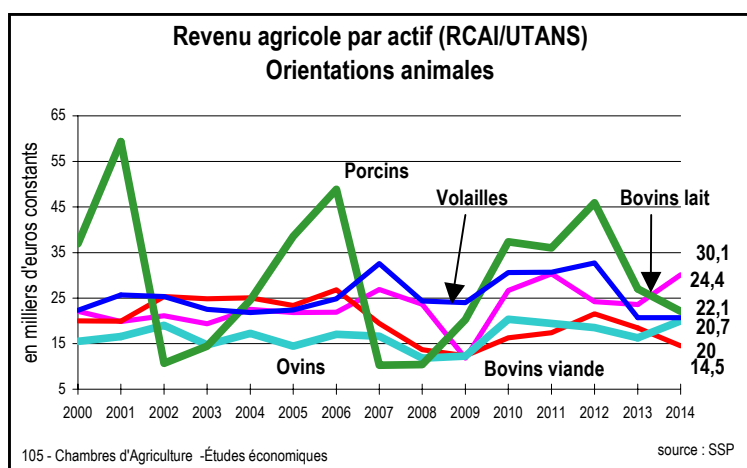
Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Orientations végétales : dégradation des revenus partout sauf en viticulture



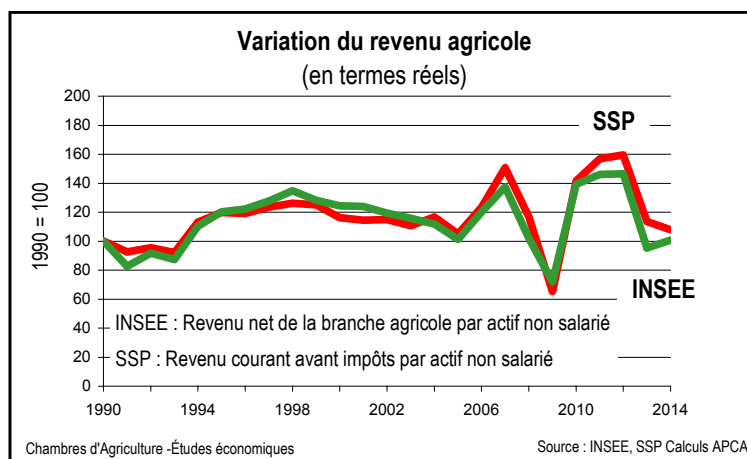
En 2014, les producteurs spécialisés dans les filières végétales ont connu une année difficile avec des baisses de prix très fortes qui ont dégradé leurs résultats (en dépit de la baisse globale du prix des intrants). La viticulture échappe à ce constat ; cependant, les estimations de revenu de ce secteur d'activité sont encore très fragiles au moment où sont réalisés les comptes prévisionnels. Les premières semaines de la campagne viticoles 2014/2015 affichent des prix en hausse mais il est encore hasardeux de prévoir si cette tendance se poursuivra dans les prochains mois.

Orientations animales : forte hétérogénéité entre les secteurs de production



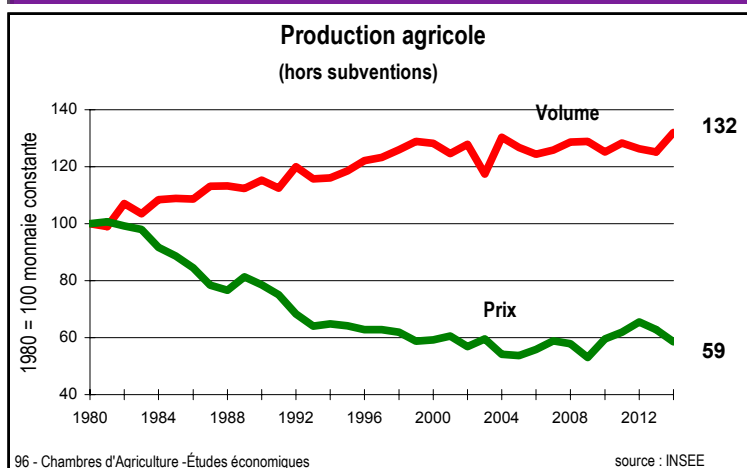
L'économie des secteurs de production animale a longtemps été marquée d'une certaine stabilité (voire inertie) sauf dans l'élevage de porcins qui faisait figure d'exception. Mais aujourd'hui, c'est l'instabilité qui domine et on ne peut assurer si les bons résultats d'un secteur en 2014 dureront dans les années suivantes ; on pense ici à l'élevage laitier dont l'année 2014 se solde par une hausse du revenu moyen mais pour qui la sortie des quotas en 2015 ouvre une période d'incertitude.

INSEE, SSP : deux mesures du revenu agricole qui racontent la même histoire... ou presque



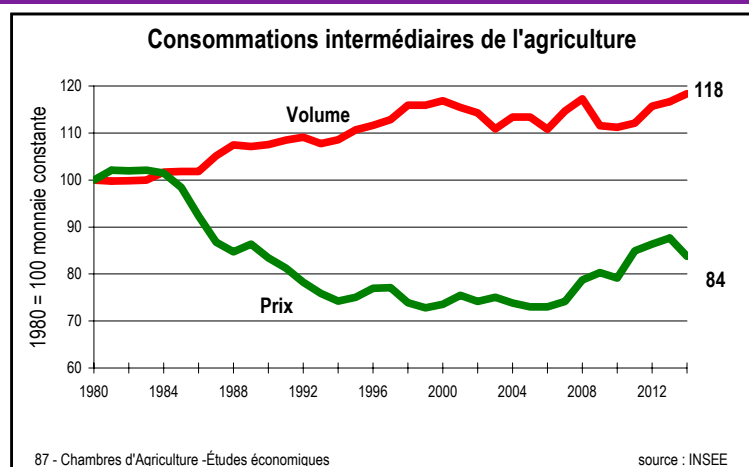
Voilà donc, l'objet de la discordance des comptes de l'agriculture de 2014. Le revenu agricole moyen aurait progressé selon l'INSEE alors qu'il aurait baissé selon le SSP. Les écarts entre les deux mesures sont fréquents mais on peut bien admettre que sur long terme, ils tracent la même trajectoire du revenu agricole ; c'est en tout cas ce qui apparaît quand on en trace les courbes respectives (graphique ci-contre). Il n'en demeure pas moins que l'épisode de 2014 pose question et invite les statisticiens des deux instituts à s'accorder sur des méthodes qui empêcheraient les discordances de court terme de se produire, comme cette année.

Production agricole : net changement de régime de croissance au tournant des années 2000



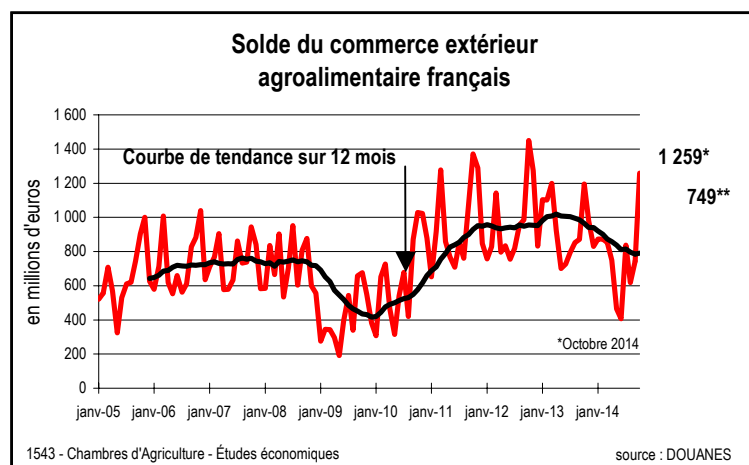
Jusqu'au début des années 2000, l'agriculture se développe dans une économie où les volumes de production progressent chaque année et sont livrés sur les marchés à des prix toujours plus bas. Plus de volume, moins de prix, c'est le miracle de la productivité. A partir de 2000, une inflexion se produit. Les volumes de la production agricole (globale) cessent de croître pour des raisons diverses (essoufflement de la demande intérieure, concurrence extérieure sur le marché domestique, dispositifs de politique agricole de limitation des volumes). En contrepartie, les prix sur les marchés agricoles cessent leur érosion de long terme (au-delà des variations conjoncturelles) ; mais cela ne garantit pas l'amélioration durable des revenus des producteurs.

Intrants : la hausse tendancielle des prix des intrants pénalise les producteurs



Les agriculteurs français se sont engagés depuis plus d'une dizaine d'années dans un processus de réduction de leur utilisation d'intrants. Cette conduite tient à des choix de système de production mais elle est aussi, une réponse à la fin de la baisse du prix des matières premières (dont celles nécessaires à la production agricole) qui apparaît dès le début des années 1990. A partir de 2005, le prix moyen des intrants s'emballe (énergie, engrais, aliments du bétail). En 2014, le mouvement de prix se retourne ; c'est profitable pour le revenu des agriculteurs mais on ne saurait dire si ce changement est fait pour durer tant les marchés mondiaux de matières premières sont devenus instables et tendus.

L'excédent du commerce extérieur agroalimentaire français s'érode



Les indicateurs de revenu sont bien sûr essentiels mais ils ne disent pas tout de la réalité économique de l'agriculture française. Le paradoxe de l'agriculture, c'est d'être une activité éminemment liée aux territoires (voire aux terroirs quand on pense aux productions avec appellation d'origine), et en même temps, d'être très mondialisée. L'agroalimentaire est l'une des rares filières d'activité qui, en France, dégage un excédent du commerce extérieur. En 2014, cette performance s'est affaiblie.

Deux facteurs expliquent ce repli : d'une part, l'embargo russe qui a eu un effet particulièrement néfaste sur les exportations françaises de viande et de produits laitiers, et d'autre part, le ralentissement des exportations de céréales en raison d'une offre mondiale abondante... Certains pays émergents, dont la Chine, sont par ailleurs entrés dans une phase de ralentissement économique. Cela dit, cette contre-performance n'empêche pas l'agroalimentaire français de se diriger vers un solde annuel excédentaire du commerce extérieur en 2014.

2014 : année de marchés agricoles instables avec des variations brusques de prix

Le tableau ci-dessous est une synthèse du compte de l'agriculture nationale. C'est un outil macroéconomique réalisé par l'INSEE. En 2014, plusieurs dynamiques sectorielles très distinctes ont marqué les résultats économiques de l'agriculture française :

- Productions végétales : dégradation pour les COP (forte baisse de prix) ; baisse des prix en fruits, légumes, pommes de terre ; viticulture : bonne récolte et prix des premières semaines de la campagne à la hausse ;
- Productions animales : baisse des prix d'affaire en gros bovins, porcins et volaille (de chair) ; stabilité pour les veaux ; conjoncture favorable pour le lait, les œufs et les ovins ;
- Consommations intermédiaires : baisse des prix et légère hausse des volumes ;
- Les subventions sont stables.

In fine, le compte de l'INSEE aboutit à une hausse du revenu en 2014 ; résultat en contradiction avec celui du SSP comme on vient de le voir.

	Evolution 2014/2013 en %			Valeur en millions d'euros
	Volume	Prix	Valeur	
Productions agricoles				
Céréales	6	-14,5	-9,4	10 226
dont blé tendre	2	-17	-15,3	5 401
maïs	15	-16	-3,4	2 384
Plantes industrielles	15	-14,8	-2	3 766
dont oléagineux	20	-15	2	2 280
betteraves	10	-20	-12	880
Plantes fourragères	8	-12,3	-5,3	5 624
Production maraîch. horticole	0	-2,6	-2,6	5 151
dont légumes	0	-4	-4	2 827
plantes, fleurs	0	-1	-1	2 438
Pommes de terre	16	-45	-36,2	1 236
Fruits	3	-12	-9,4	2 727
Vins d'appellation d'origine	14	0,3	14,4	9 566
Autres vins	-16,6	5,1	-12,4	2 545
Total production végétale	8,3	-10,1	-2,6	40 842
Bétail	1,6	-4,9	-3,4	11 306
dont gros bovins	3	-5	-2,1	6 175
veaux	0	0	0	1 201
porcins	0	-8	-8	3 174
ovins, caprins	0	2	-3,4	698
Production avicole	0	-4,5	-4,5	4 685
dont volailles	-1	-6	-6,9	3 421
Autre production animale	2,7	7,4	10,4	10 838
dont lait	3	8	11,2	9 836
Total production animale	1,7	-0,2	1,5	26 829
Activités de services	0	1	1	4 530
Aides liées aux produits	-5,3	-3	-5,3	1 069
Total hors subventions	-0,2	-3,5	-3,8	73 732
Total avec subventions	5,4	-5,9	-0,9	73 270
Consommations intermédiaires				
Consommations intermédiaires (hors TVA)	1,5	-3,6	-2,1	47 401
Aliments bétail intraconsommés	9	-14	-6,3	7 042
Aliments produits des IAA	0	-7,5	-7,5	8 540
Engrais	0,5	-10	-9,5	4 449
Phytoprotecteurs	0	0,5	0,5	3 010
Semences et plants	0,5	1,5	2	2 640
Valeur Ajoutée Brute (1)	-6,9	13,8	1,4	25 869

Charges et subventions		
	Evolution 2014/2013 en % Indice de valeur	Valeur en millions d'euros
Amortissements (2)	0,8	11 262
Autres charges		
Salaires (3)	2,6	6 578
Cotisations sociales (4)	2,6	1 461
Impôts fonciers (5)	1,2	1 009
Intérêts (6)	-50,5	437
Charges locatives (7)	1,5	2 573
Autres impôts (8)	-4,7	582
Autres ressources		
Subv. d'expl. dt. DPU (9)	-0,7	8 010

Résultats et revenus	
Résultat agricole net	21 026
Valeur en millions d'euros courants (13) = (1) + (9) - (2) - (5) - (8)	
Résultat agricole par actif 2014/2013	1,20%
Taux de variation en termes réels - (14) = (13) / (10) / (11)	
Revenu d'entreprise agricole global	9 977
Valeur en millions d'euros courants (15) = (13) - (3) - (4) - (6) - (7)	
Revenu d'entreprise agricole par actif non salarié 2014/2013	6,00%
Taux de variation en termes réels - (16) = (15) / (10) / (12)	

Priz du PIB (10)	0,8%
Nombre d'actifs agricoles (11)	- 0,9
Nombre d'actifs non salariés (12)	-2,2

¹ Avant la tenue de la CCAN du 15 décembre, un groupe de travail associant les membres de la CCAN, s'est réuni deux fois durant l'année 2014 sous la direction de Pierre Muller (président de la CCAN) ; il va poursuivre ses travaux en 2015. Sa mission : revoir les méthodes et les modes de communication des comptes de l'agriculture. Il doit présenter ses travaux à la CCAN de juillet 2015... Gageons qu'il aura trouvé les moyens d'éviter l'incohérence statistique dont on vient d'être les témoins.